



Léger ralentissement de l'économie régionale début 2018

Au premier trimestre 2018, l'emploi salarié total progresse doucement en Auvergne-Rhône-Alpes, notamment dans le privé. Dans la plupart des secteurs d'activité, la croissance de l'emploi régional est au diapason de la tendance nationale. L'emploi intérimaire continue de progresser mais beaucoup moins rapidement. L'industrie se stabilise, la construction garde la cadence et le secteur tertiaire augmente faiblement. Le taux de chômage régional est en hausse ce trimestre, comme en France. Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record. Le nombre de logements autorisés à la construction progresse moins rapidement en ce début d'année. La fréquentation hôtelière reste toujours élevée dans la région.

Annelise Robert, Sylvain Brouillet, Insee

Rédaction achevée le 9 juillet 2018

Progression modérée de l'emploi salarié total

L'emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes progresse modérément au premier trimestre 2018, à un rythme similaire à celui de la France hors Mayotte (figure 1). Sur cette période, près de 5 350 emplois ont été créés, soit presque quatre fois moins qu'au dernier trimestre 2017. Le ralentissement est net par rapport au trimestre précédent (+0,2 % après +0,7 %). La croissance de l'emploi est portée par le secteur privé. En effet, l'emploi public est quasi stable, comme au niveau national. Il représente 22 % des emplois régionaux.

Le secteur tertiaire concentre quatre créations d'emploi sur cinq dans la région, notamment stimulé par l'intérim. La construction est plus dynamique en Auvergne-Rhône-Alpes (croissance de 0,6 %) qu'en France (+0,3 %). L'industrie, après six mois de gain, reste stable ce trimestre, comme au niveau national.

Sur l'année, la région gagne plus de 41 200 salariés, soit une augmentation de 1,4 %, supérieure à celle de la France (+1,2 %). Cet accroissement provient exclusivement du secteur privé (+1,8 %), les salariés du secteur public étant légèrement moins nombreux qu'au début 2017 (-0,1 %).

Les deux Savoie et l'Allier marquent une pause

L'Ain, l'Isère et le Rhône enregistrent les plus forts gains d'emplois ce trimestre. L'Ardèche et le Cantal connaissent

également une croissance supérieure à la moyenne régionale. À l'opposé, l'Allier et les deux Savoie perdent des emplois (entre -0,3 % et -0,4 %). Les autres départements sont stables.

Sur un an, le nombre d'emplois salariés dans l'Ain, le Rhône et la Haute-Savoie augmente vivement (hausse proche de 2,0 %). Le Rhône à lui seul comptabilise 17 200 emplois supplémentaires, soit 40 % des gains régionaux. L'Allier est le seul département à perdre des salariés sur un an (-0,6 %).

1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Auvergne-Rhône-Alpes
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Auvergne-Rhône-Alpes
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi intérimaire prend un rythme plus mesuré

L'emploi intérimaire ralentit franchement au premier trimestre 2018 (+ 1,5 % après + 5,2 %) avec un gain de 1 700 emplois (figure 2). La progression se fait cependant à un rythme plus dynamique qu'en France (+ 0,5 %). Elle résulte notamment d'une forte augmentation dans l'Ain et en Isère alors qu'à l'inverse, le recours au travail intérimaire se tasse dans la Drôme et la Haute-Loire.

En un an, le secteur de l'intérim dans la région est au diapason du niveau national, avec une forte augmentation de 12,7 %.

2 Évolution de l'emploi intérimaire

— Auvergne-Rhône-Alpes
— France hors Mayotte

Indice base 100 au 4e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

La construction garde le tempo

Après presque une année d'embellie, l'emploi dans l'industrie reste stable ce trimestre dans la région comme en France (figure 3). L'agroalimentaire ainsi que la fabrication de matériel de transport sont en hausse, alors que les autres secteurs industriels sont en repli. Le Cantal et la Drôme progressent plus vivement que les autres départements (hausse supérieure à 0,7 %) tandis que le Puy-de-Dôme diminue de 0,5 %. En un an, le secteur de l'industrie s'accroît de 0,6 % dans la région, rythme plus rapide qu'en France (+ 0,2 %), équivalent à un gain de 3 000 emplois.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la construction compte 1 000 salariés supplémentaires au premier trimestre 2018. Ce secteur garde ainsi la cadence (+ 0,6 % après + 0,7 %), alors qu'en France il ralentit (+ 0,3 % après + 0,9 %). La situation est stable dans les petits départements tandis que l'Ain, l'Isère, le Puy-de-Dôme et le Rhône sont très dynamiques. En un an, la construction gagne près de 2 800 salariés, soit une progression de 1,6 %, plus modérée que le niveau national.

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim, 1 600 emplois ont été créés au premier trimestre 2018. La croissance est fortement ralentie à + 0,1 %, après + 0,9 % au trimestre précédent. En France le secteur est légèrement plus dynamique avec une hausse de 0,3 % (figure 4). L'hébergement et la restauration ainsi que les activités immobilières perdent quelques salariés. Le commerce augmente légèrement de 0,1 %, à peine moins vite qu'au niveau national (+ 0,2 %). L'information et la communication connaissent la croissance la plus vive (+ 0,5 %). La tendance se retourne brusquement en Savoie et Haute-Savoie, qui perdent des emplois (respectivement - 0,8 % et - 0,5 %). À l'inverse, l'Ain, l'Ardèche et le Rhône progressent à un rythme plus soutenu (supérieur à + 0,5 %). Sur un an, le tertiaire marchand hors intérim, particulièrement allant, progresse plus vigoureusement qu'en France (+ 1,8 % contre + 1,4 %). La hausse profite à toutes les composantes du tertiaire marchand, au bémol près des activités immobilières (- 0,6 %) et des activités financières et d'assurances où l'emploi est stable.

3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 1 ^{er} trimestre 2018	Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2017			Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)	
Agriculture	24 600	- 100	- 0,3	+ 1,0	- 0,9
Industrie	481 000	+ 200	0,0	0,0	+ 0,6
Construction	176 300	+ 1 000	+ 0,6	+ 0,3	+ 1,6
Tertiaire marchand hors intérim	1 278 900	+ 1 600	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,8
Intérim	114 300	+ 1 700	+ 1,5	+ 0,5	+ 12,7
Tertiaire non marchand	936 600	+ 900	+ 0,1	0,0	0,0
Ensemble	3 011 800	+ 5 400	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,4

Champ : emploi salarié total.

Note : données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le 1^{er} trimestre 2018 et arrondies pour les effectifs.

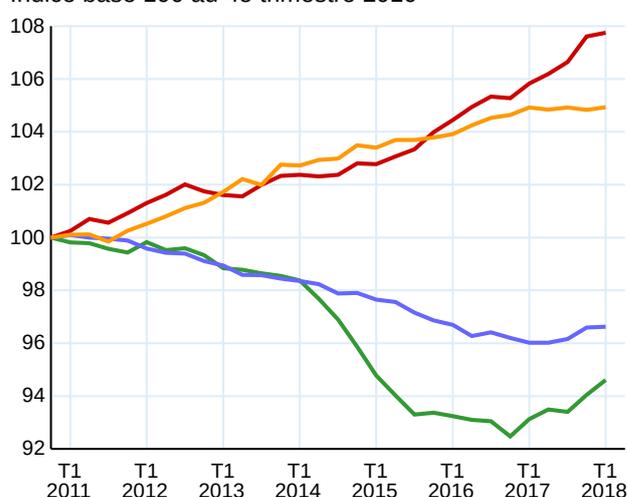
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Avec 900 salariés supplémentaires, le secteur tertiaire non marchand reprend un peu de vigueur en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce gain est essentiellement dû à la forte embauche de vacataires dans le secteur de l'enseignement en début d'année, notamment dans l'Isère, seul département à connaître une forte progression du tertiaire marchand (+ 1,3 %). En revanche, l'emploi recule dans l'administration publique et les activités pour la santé humaine.

4 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

— Construction — Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim — Tertiaire non marchand

Indice base 100 au 4e trimestre 2010



Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement : jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. À partir de la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

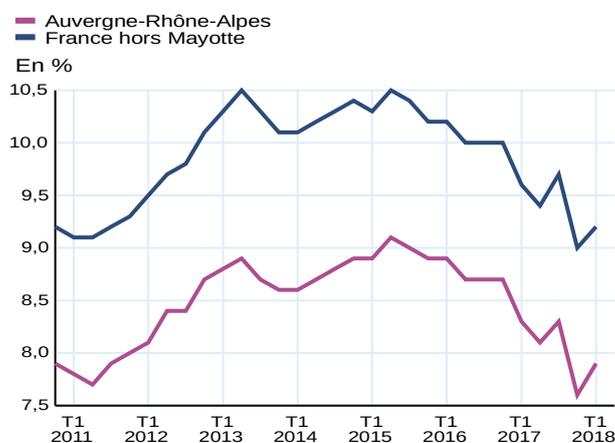
De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le taux de chômage régional suit les mêmes variations qu'en France

Au premier trimestre 2018, le **taux de chômage** s'établit à 7,9 % de la population active dans la région, soit 1,3 point de moins que le niveau national (*figure 5*). Après une forte baisse fin 2017, il augmente dans toutes les régions françaises. En Auvergne-Rhône-Alpes, la hausse est de 0,3 point ce trimestre. La région quitte ainsi le podium des plus faibles taux de chômage, derrière les Pays de la Loire, la Bretagne et la Bourgogne-Franche-Comté. Sur un an, le taux de chômage de la région reste en baisse de 0,4 point, rythme identique à celui de la France.

5 Évolution du taux de chômage



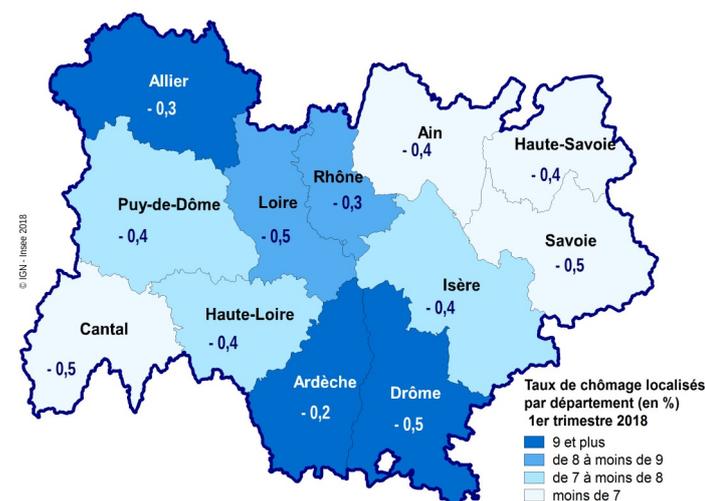
Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)*.

Les taux de chômage départementaux s'étagent de 5,4 % dans le Cantal à 10,2 % dans l'Ardèche. En augmentant de 0,2 point, la Drôme est de nouveau au-dessus de la barre des 10 % de chômeurs. L'Allier connaît un taux supérieur au taux national. Avec la Loire et le Puy-de-Dôme, ce sont les départements qui subissent les plus fortes augmentations dans la région (+ 0,4 point). À l'inverse, dans l'Ain et le Cantal, le chômage déjà bas est resté presque stable (+ 0,1 point).

Sur un an, le taux de chômage diminue en chœur dans tous les départements (*figure 6*). Le recul est le moins marqué dans l'Ardèche (- 0,2 point) et le plus important dans le Cantal, la Drôme, la Loire et la Savoie (- 0,5 point).

6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : l'évolution du taux de chômage sur un an dans le Rhône est de - 0,3 point.

Note : données provisoires pour le 1^{er} trimestre 2018.

Source : Insee, *taux de chômage localisés*.

Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record

Plus de 19 500 **entreprises ont été créées** en Auvergne-Rhône-Alpes lors du premier trimestre 2018, essentiellement localisées dans le Rhône. Ce nombre augmente continuellement depuis un an et demi (*figure 7*) et atteint un niveau record depuis 2000. En hausse de 4,7 % par rapport au trimestre précédent, les créations d'entreprises progressent dans tous les secteurs d'activité. Les services représentent le plus gros volume (11 400 créations) ainsi que la plus forte augmentation sur un an (+ 18,5 %). Toutefois c'est dans la construction et le commerce que la hausse est la plus forte sur un trimestre (+ 5,9 % et + 4,8 %).

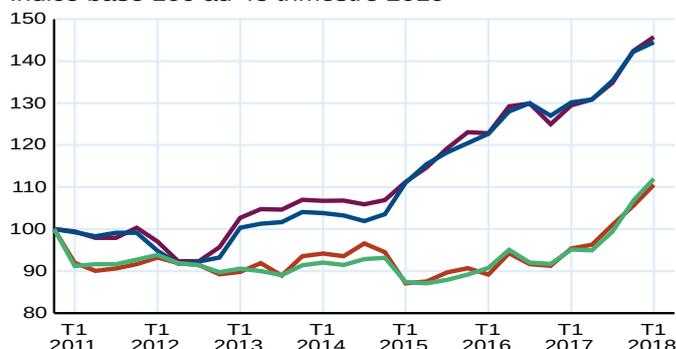
Les créations de micro-entreprises sont en forte hausse ce trimestre (+ 8,3 %) et retrouvent leur niveau de 2014 (plus de 8 000 micro-entreprises créées par trimestre). Mais la tendance reste moins marquée qu'au niveau national (+ 9,5 %). À l'inverse, les créations d'entreprises classiques augmentent faiblement (+ 2,4 %), mais plus rapidement qu'au niveau national (+ 1,6 %). Si 41 % des entreprises créées dans la région sont des micro-entreprises, cette proportion demeure comme toujours plus basse qu'au niveau national (44 %).

Les **défaillances d'entreprises** sont en baisse régulière depuis 2016, et le phénomène s'amplifie sur le dernier trimestre. Avec 6 200 défaillances enregistrées en Auvergne-Rhône-Alpes ces 12 derniers mois, le recul s'établit à 9,2 % sur un an (- 7,1 % en France).

7 Évolution des créations d'entreprises



Indice base 100 au 4e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

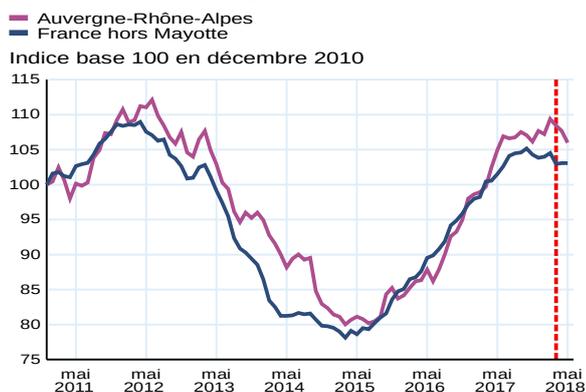
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, *REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)*.

Le nombre de logements autorisés à la construction progresse moins rapidement en ce début d'année

Entre avril 2017 et mars 2018, 71 100 **logements ont été autorisés à la construction** dans la région, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'an dernier (contre + 3 % en France hors Mayotte). Sur le trimestre la progression est de 1,0 %, alors qu'au niveau national le nombre d'autorisations a diminué de 0,6 % (*figure 8*). Cette dynamique semble cependant ralentir sur les derniers mois disponibles (avril et mai) qui enregistrent une baisse. Sur un an, parmi les départements où le volume de permis est significatif, la Haute-Savoie et l'Ain sont en repli, alors que l'augmentation dépasse 50 % en Savoie et est supérieure à 10 % dans le Puy-de-Dôme, l'Isère et le Rhône.

8 Évolution du nombre de logements autorisés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Avec 57 200 logements commencés sur 12 mois, soit + 5,7 % par rapport à l'an dernier, les mises en chantier de la région progressent moins vite qu'au niveau national (+ 9,3 %). Elles reculent même sur les derniers mois (- 0,9 % sur le premier trimestre). L'activité est la plus dynamique en Haute-Savoie, dans le Puy-de-Dôme et dans l'Ain (progression supérieure à + 11 %), alors qu'elle est modérée (+ 5 %) en Isère et en baisse en Savoie et dans le Rhône.

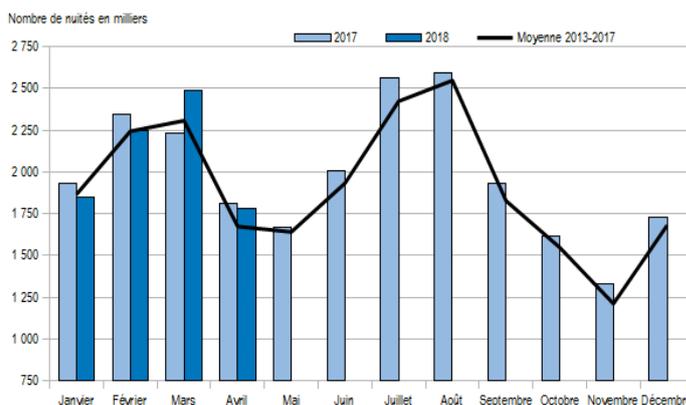
Une fréquentation hôtelière toujours élevée

Les hôtels de la région enregistrent 6,6 millions de nuitées au premier trimestre 2018. La fréquentation hôtelière connaît ainsi une augmentation de 1,2 % par rapport au même trimestre l'an dernier. C'est notamment la bonne performance du mois de mars (+ 11 %) qui permet de compenser les mois de janvier et février en demi-teinte (- 4 %) (figure 9). Malgré la diminution du nombre de chambres offertes (- 2,5 %), le nombre de nuitées progresse

de 0,4 %. En conséquence le taux d'occupation augmente de 1,6 point, atteignant 58 % sur le trimestre.

Comme chaque hiver, les deux Savoie concentrent le plus grand nombre de nuitées, avec une clientèle d'agrément très majoritaire. Le Rhône reste porté par une clientèle d'affaires, même si elle est s'avère moins nombreuse que durant le même trimestre en 2017. Ce n'est pourtant pas ce trio de tête qui bénéficie le plus largement de l'augmentation de la fréquentation mais l'Isère et la Drôme, et dans une moindre mesure l'Ain et le Puy-de-Dôme. En progression relative, la Drôme détient le record avec + 13,7 %. C'est le seul département où la clientèle d'affaires augmente significativement cette saison. Elle y représente 70 % des nuitées ce trimestre, un niveau comparable à celui du Rhône. Cela s'explique entre autres par un niveau de fréquentation très bas début 2017 et l'ouverture de nouveaux hôtels. ■

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie 2013-2018.

Le commerce mondial resterait solide mais ralentirait un peu

Début 2018, le commerce mondial garderait de l'élan mais décélérerait un peu après une franche reprise fin 2017. Les tensions protectionnistes pourraient, par ailleurs, peser sur la vigueur des échanges internationaux.

L'inflation s'élèverait franchement aux États-Unis et un peu moins en zone euro, portée par la diffusion des hausses de prix de l'énergie.

D'ici fin 2018, la politique budgétaire expansionniste porterait l'accélération de l'activité aux États-Unis, mais intervenant en haut de cycle, elle contribuerait à la hausse des prix et pourrait présenter un risque sur les taux d'intérêt américains.

Dans les autres économies avancées, l'activité augmenterait un peu moins vite qu'en 2017.

L'activité économique française croîtrait en 2018 à un rythme moins soutenu qu'en 2017

En France, l'activité économique a ralenti début 2018 (+ 0,2 %) après un quatrième trimestre 2017 dynamique (+ 0,7 %). L'investissement des entreprises a calé du fait du repli de l'investissement en biens manufacturés. La consommation des ménages a été atone au premier trimestre, à l'image de sa faible progression en 2017. Enfin, les échanges extérieurs se sont légèrement repliés, la contribution du commerce extérieur à la croissance s'annulant en début d'année, après avoir été nettement positive fin 2017.

Le climat des affaires s'est replié depuis son point haut de la fin 2017 mais reste à un niveau élevé. Le PIB progresserait de 1,7 % en 2018, après + 2,3 % en 2017. L'emploi marchand resterait dynamique mais ralentirait en 2018, permettant tout de même une poursuite de la baisse du taux de chômage qui s'établirait à 8,8 % en fin d'année.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2018

Pour en savoir plus

• « Ciel voilé en Europe », Note de conjoncture nationale, Insee, juin 2018
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3567845>

